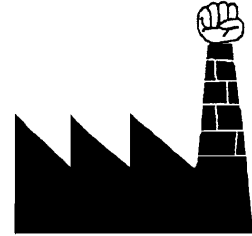


A CONTRE COURANT

syndical et politique

En mémoire de René SCHULBAUM (1914 - 1988)



La cinquième colonne du MEDEF

La lutte de classes n'aura pas connu de répit durant la soi-disante "Trêve des confiseurs". Ce sont en effet deux mauvais coups que le Capital vient d'asséner au monde du travail, finissant 2002 en s'attaquant à l'assurance chômage et commençant 2003 en dénonçant l'assurance retraite. Dans les deux cas, il aura pu profiter de la complicité d'une partie des appareils syndicaux qui, pour des causes diverses (opportunisme gestionnaire, corporatisme étriqué, bureaucratisation d'appareils, privilèges personnels et surtout collaboration idéologique) auront agi en véritable cinquième colonne du MEDEF.

La signature le 20 décembre dernier de l'accord scélérat de l'UNEDIC, n'a pu être obtenu qu'avec le soutien d'organisations syndicales à la botte du patronat (CFTC, CGC et, *primus inter pares*, CFDT). L'esprit et les principales dispositions de ce plan dit de "redressement" tendent à dénaturer encore plus ce droit social collectif qu'était l'assurance chômage en une aumône que consentent à verser à "leurs" pauvres dociles et reconnaissants les Dames Patronnesses du MEDEF et les culs-bénits de la CFDT. Sûr de lui, la veille de cette oukase patronale, Raffarin pouvait claironner sur toutes les ondes qu'il offrait généreusement encore cette année la fameuse "Prime de Noël aux chômeurs" (ô combien équivoque), et se permettre le lendemain de la reprendre au centuple...

Quinze jours plus tard la droite ouvrait son chantier prioritaire de démolition du régime des retraites. L'épisode EDF-GDF aura été édifiant. C'est en effet avec le concours actif de syndicalistes réformistes que gouvernement et direction

s'efforcent de démanteler les conquêtes sociales des électriciens et gaziers. Avec des responsables de la CFDT bien sûr, mais aussi des dirigeants de la CGT (c'est plus récent et ça n'arrange rien...) résignés face aux exigences du capitalisme financier. Denis Cohen, secrétaire général de la fédération Mines Energie - CGT, défendait le projet de la direction en déclarant "*qu'il permettait à EDF d'obtenir une meilleure notation [par les marchés financiers !] pour mieux s'endetter afin de pouvoir poursuivre son développement [capitaliste!]*". La résistance de la base et le résultat du référendum auront pour l'heure permis de faire échouer la manœuvre.

La tâche du mouvement social s'annonce rude. Il lui faudra mener le combat contre patrons et gouvernement solidaires en organisant, comme en 95 (où les cheminots et... Thibault jouaient les fers de lance), la jonction de multiples luttes sectorielles. Mais il faudra aussi que la base déborde le plus largement et rapidement possible les bureaucraties syndicales et expulse des cortèges, comme Notat l'a été en 95, (*Et hooooop !, Thibault, plus haut que Carrero !*) tous ceux qui auraient dû logiquement faire carrière devant un ordinateur du Palais Brongniart.

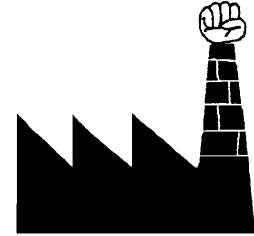
Denis Cohen justifiait sa collaboration avec la direction par ce propos singulier: "*Je me sens politiquement révolutionnaire, mais pas en tant que syndicaliste*". Et si on lui faisait revivre, à celui-là, les origines anarcho-syndicalistes de la CGT ?...



A CONTRE COURANT

syndical et politique

En mémoire de René SCHULBAUM (1914 - 1988)



Un printemps des peuples pour 2003 ?

Certaines dates ont marqué l'imaginaire du mouvement social : celles de phases historiques où il a réussi à se réapproprié l'espace public et à infléchir le cours des événements : février 48, février 17, juin 36, mai 68. Ces mois —où la dynamique révolutionnaire ébranle l'ordre établi— forgent sa mémoire combattante. Décembre 95 fut le dernier de ces moments particuliers. Car, même si l'action était alors restée essentiellement défensive ("Préservation des acquis sociaux"), elle avait confirmé la capacité de mobilisation collective, durable et opiniâtre du mouvement social français. Qu'en sera-t-il dans les mois qui viennent ?

Il ne s'agit pas, bien sûr, de prédire dans les prochaines semaines un nouveau mai 68 ou une quelconque grève générale. La grève générale ne se prédit pas; elle ne se décrète pas non plus. Il s'agit en revanche de prendre au sérieux les différentes mobilisations en cours (contre la guerre en Irak, contre la régression du système de retraites) et, en travaillant à leur jonction, ouvrir une brèche dans la domination hégémonique du capital mondialisé. En effet, s'ils sont politiquement proches l'un de l'autre, ces deux mouvements ne se recouvrent pas totalement. Ce qui, dans la rue, s'est massivement exprimé le 1^{er} février, c'est le refus du salariat français de subir passivement la poursuite de la dégradation de ses conditions de travail et le démantèlement de ses droits collectifs. Ce qui, dans la rue, s'est massivement exprimé le 15 février, c'est le refus des courants "anti-mondialisation" d'enterrer passivement la prétention criminelle de l'appareil administratif et militaire des Etats-Unis d'imposer à la planète sa domination impériale. Et ce ne sont pas les actuelles querelles diplomatiques entre les différents Etats qui modifieront l'organisation du capital au niveau mondial. Si elles se parent de conceptions éthiques ou idéologiques qui seraient divergentes (unilatéralisme contre multilatéralisme ?...), elles ne sont en réalité que l'expression de rivalités entre puissances concurrentes. Ou, plus précisément, l'affrontement entre des formes historiques de puissances qui cherchent à tirer le meilleur parti de la réorganisation en cours de l'ordre international.

Aussi, dans les luttes à venir, notre tâche est double. D'abord prévenir les impasses dans lesquelles les mouvements sociaux risquent de s'empêtrer: corporatismes étriés dans le premier cas; nationalisme cocardier ou humanitarisme bêtard dans le second; mais surtout, organiser leur jonction sur des bases pratiques et théoriques cohérentes: la formulation moderne d'un anticapitalisme porteur d'esérance.

Le calendrier révolutionnaire honorait la période de la germination. Voilà un symbole de régénérescence à saisir pour ceux qui perçoivent le capitalisme actuel des Bush, Blair, Gates, Raffarin et Seillères comme dégénéré et viscéralement corrompu. Après Ventôse arrive un mois qui sonne comme un appel à la lutte sociale: Germinal !

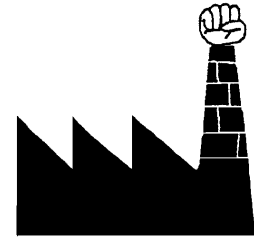
Projet de nouveau drapeau européen



A CONTRE COURANT

syndical et politique

En mémoire de René SCHULBAUM (1914 - 1988)



L'Internationale

On le sait, la toute première victime de la première guerre mondiale, a été la Seconde Internationale. Fédérant entre eux les partis ouvriers du monde entier, elle s'était affirmée au début du XXème siècle comme l'instrument de résistance à toute guerre nationaliste. On sait ce qu'il advint de cette ambition lorsqu'en août 14, chacun des partis socialistes retourna sa veste pacifiste pour endosser l'uniforme de l'Union sacrée et soutenir la politique belliciste de son gouvernement. La Seconde Internationale était morte ; et, durablement enterrée avec elle, toute forme organisée d'un internationalisme résolu et cohérent. Car la IIIème (Komintern) ne fut qu'un pantin au service des intérêts étatiques de l'URSS et la IVème ne parvint jamais à mordre au-delà des cercles éclatés des organisations trotskistes.

A Seattle, Gênes et, en dépit de ses équivoques Porto-Alegre, une nouvelle conscience internationaliste a su se cristalliser et a montré sa capacité à opérer de vastes manifestations contestataires. La mondialisation du Capital, en créant les conditions d'une mondialisation de son opposition, semble se retourner contre le Capital lui-même. A travers les manifestations répétées contre la guerre en Irak, cet internationalisme affirme avec vigueur son opposition au capitalisme mondialisé. Certes, les bases de cette opposition restent fragiles et hétéroclites – composante nationaliste plus ou moins marquée dans certains Etats occidentaux ; composante religieuse majoritaire dans nombre de pays dits musulmans. Cela étant, la radicalisation des puissances dominantes conduit à une prise de conscience collective plus nette de l'ennemi à combattre. Il y a quelques mois encore, certains prétendaient qu'il ne fallait pas se battre sur des positions anticapitalistes mais antilibérales ! C'est désormais sur des positions clairement anti-impérialistes et fortement anti-capitalistes que se rassemblent des millions de travailleurs et d'étudiants dans le monde. Et chacun découvre les traits toujours plus effrayants de la mondialisation capitaliste: militarisation de son action, nature terroriste, pratiques tortionnaires (dans les prisons militaires américaines d'Afghanistan ou de Guantanamo entre autres).

Il nous faut donc inlassablement poursuivre, au-delà de l'organisation de la mobilisation, la définition de ses bases théoriques et pratiques et défendre en son sein la position, encore minoritaire, d'une rupture avec le capitalisme. C'est cette même tâche qui nous attend dans la mobilisation restreinte au niveau national mais elle aussi décisive pour le mouvement social français, la lutte contre le démantèlement des retraites.

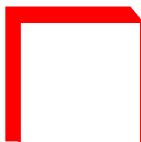
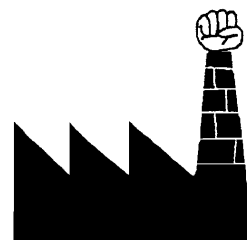
Dans les semaines qui viennent, il faut donc accentuer la pression – en dénonçant par exemple l'hypocrisie de la France de Chirac ou de l'Allemagne de Schröder dont la moindre des choses serait désormais qu'ils exigent de l'ONU une condamnation et des sanctions contre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne qui violent ouvertement la Charte des Nations Unies en menant en toute illégalité internationale leur guerre contre l'Irak ; il nous faut aussi préparer les mobilisations à venir, d'abord du 1er mai, mais surtout de l'anti G8 en juin prochain à Evian sur ces quelques mots d'ordre : Non à l'Anschluss de l'Irak ! Non au droit des Etats-Unis à disposer des peuples ! Pas de criminel de guerre en France ! Bush, Blair et tout le gang de leurs complices devant le Tribunal des peuples !



A CONTRE COURANT

syndical et politique

En mémoire de René SCHULBAUM (1914 - 1988)



Bien creusé, vieille taupe !

Ce qui vient de s'effondrer à Bagdad, ce n'est pas d'abord le régime de Saddam Hussein. Soutenu par les Etats-Unis dans les années 70-80 pour servir ses intérêts régionaux, une partie de celui-ci va être recyclé pour servir aux mêmes fins. Ce qui vient brutalement de s'effondrer en revanche, c'est l'idée d'un capitalisme capable d'ouvrir un espace de discussion avec ses adversaires; c'est le projet d'une régulation interne du système entre ses courants antagoniques, c'est l'éternelle illusion sociale-démocrate d'une négociation contractuelle entre les classes sociales. Alors que le capitalisme ne négocie pas par principe, mais uniquement sous la contrainte du mouvement social.

Or à quelque niveau que ce soit, la classe dominante n'est plus disposée à négocier - ou même simplement à faire mine de négocier. Elle administre ses décisions arbitraires et unilatérales, menace les récalcitrants et sanctionne brutalement les réfractaires.

On l'a vu en Irak où l'appareil d'Etat américain a foulé aux pieds la légalité internationale, tourné en ridicule les Nations Unies (cette « femme de ménage » de la mondialisation) et les puissances étatiques qui s'en prévalaient; mais surtout craché à la gueule du monde entier son mépris des dizaines de millions de manifestants qui obstinément ont défilé contre cette guerre. On le voit, dans le contexte national de la réforme des retraites, où les deux têtes à claques de la droite (la gouvernementale et la patronale) nous matraquent de leur sempiternel «Toujours plus» pour le Capital ! «Toujours plus» dans l'exploitation des salariés ! Leur projet s'inscrit dans l'offensive continue contre le salariat et vise à poursuivre la démolition de l'une de ses dernières conquêtes sociales. La précarité et la pauvreté que subissent aujourd'hui les jeunes travailleurs (salaire de misère, statut de galère), c'est les sort que réservent aux vieux travailleurs les ordures du MEDEF qui braillent leur exigence d'un allongement infini de la durée du temps de travail et d'une baisse des pensions.

Rumsfeld à Washington, Seillères à Paris, Blair à Londres, Aznar à Madrid ou Berlusconi à Rome, la classe dominante affiche dans toutes les capitales du monde le même rictus de l'arrogance et du mépris; elle y mène partout, sans complexe ni retenue, la même politique antisociale. Et elle le peut, car il est vrai qu'au cours des ces dernières décennies, une partie du mouvement social s'est laissée bercer par les chimères sociales-démocrates d'une voie négociée et de compromis avec le Capital.

Les développements de ces dernières semaines auront au moins eu le mérite de dévoiler le capitalisme tel qu'il est : belliqueux et cupide. Ils auront permis de dégriser ceux qui avaient cru à la promesse d'un capitalisme à visage humain, que seuls la bêtise d'abrutis avérés ou le cynisme d'infâmes opportunistes peuvent encore défendre.

Marx citait ce vers de Shakespeare: « *Bien creusé, vieille taupe* », pour rappeler que l'histoire sociale agit autant de manière souterraine que visible, et que les triomphes de surface préparent parfois les effondrements du lendemain. Le projet de la sociale-démocratie d'un capitalisme à visage humain a été enterré dans les sables irakiens, sous les chenilles des blindés du capitalisme réellement existant. Il nous appartient aujourd'hui de ne pas laisser retomber la dynamique des manifestations de cet hiver et de poursuivre le travail de mobilisation sur des bases clairement anticapitalistes. Dans la lutte nationale contre le démantèlement du régime de nos retraites ! Dans la manifestation internationale du 1^{er} juin à Evian contre le G8 !

Ils ne sont plus cotés à
l'argus du Capital :

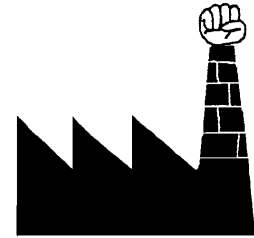
A LA CASSE
LES P.T.T.S VIEUX



A CONTRE COURANT

syndical et politique

En mémoire de René SCHULBAUM (1914 - 1988)



Le spectre de la grève générale

Un spectre aura hanté le mouvement social : le spectre de la grève générale. Et ce dès ses premiers moments, dès le défilé du 13 mai qui rassembla ce jour là plus de manifestants que les derniers et plus importants cortèges contre la réforme Juppé. Le mouvement social de 2003 commençait sur des bases plus larges et plus profondes que celui de Décembre 95. C'est pourquoi toutes les forces attachées à la gestion du capitalisme s'employèrent à combattre ce qui leur apparut aussitôt comme une menace réelle : la grève générale. Le patronat bien sûr, et ses commis d'office gouvernementaux et parlementaires; les partis dits de gauche, dits de l'opposition institutionnelle; les forces de l'ordre, celles de l'appareil d'Etat (police, justice...) et celles privées, comme ces vigiles stipendiés par la direction des Postes ou de la SNCF pour refouler les cheminots et les postiers en grève. Mais aussi, et peut être d'abord, les bureaucraties syndicales. Ces organisations qui, à l'image de la gauche parlementaire, n'ont plus rien d'autre à proposer qu'un réformisme de régression sociale qui résulte d'une démission face aux diktats d'un système capitaliste qui ne peut plus offrir de grain à moudre à son stade actuel de développement. Pour faire illusion, les dirigeants syndicaux en sont réduits à jouer sur les mots : ils qualifient d' "avancées" les petits coups de frein aux reculs. Comme cette "augmentation" de la pension des Smicards qui sera finalement une baisse de 15% au lieu des 25% programmés. Ou comme ce démantèlement de l'EN qui ne touchera dans l'immédiat "que" 90% des agents initialement concernés...

Le spectre de la grève générale aura hanté le mouvement social de mai-juin 2003; et cette perspective fut peut-être proche de se concrétiser quand le salariat commença à dénoncer la dégradation globale de ses conditions de travail. Quand des actions plus radicale virent le jour. Quand la jonction entre l'exaspération des agents publics et la colère tenace des travailleurs du privé, solidaires et attentifs à ce mouvement, commençait ici ou là à se réaliser.

La généralisation et la radicalisation du mouvement achoppa malheureusement sur ce qui fut sa double faiblesse: celle d'abord de s'autonomiser des bureaucraties syndicales qui prétendirent en conserver l'entière maîtrise et réussirent à s'opposer à son extension; celle ensuite de parvenir à une conscience plus précise de la situation sociale présente, à exprimer de manière plus nette les enjeux de la lutte qu'il était en train de mener, à en tirer et assumer collectivement les conséquences. Une lutte autant contre la paupérisation à venir des salariés retraités que contre l'exploitation actuelle du travail. Une lutte contre l'exacerbation de la domination du Capital et pour la socialisation de la richesse produite!

Le mouvement social de mai-juin 2003 peut, à première vue, apparaître provisoirement battu sur ce qui était sa revendication directe et immédiat, le retrait du Plan Chérèque-Fillon. Mais sa victoire est ailleurs et potentiellement plus décisive: il a permis à ses secteurs géographiques et professionnels les plus combattifs, y compris les enseignants, de se battre sur des positions de classe.

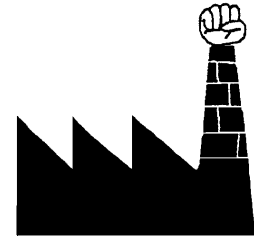
Le mot d'ordre théorique et pratique "Grève générale" scandé des semaines durant par des millions de manifestants a ouvert une brèche idéologique. La revendication floue d'un "autre monde possible" prend plus nettement et plus massivement la forme d'un autre monde que le capitalisme.



A CONTRE COURANT

syndical et politique

En mémoire de René SCHULBAUM (1914 - 1988)



Convergence anticapitaliste

Pôle, regroupement, réseau, fédération... Appel de Ramulaud, appel de Mille Bâbords, appel pour une nouvelle gauche... Les initiatives de ce type se multiplient. C'est que l'échec de la revendication directe du mouvement social de mai-juin 2003, en dépit de sa puissance et de sa profondeur, a mis en lumière plus nettement une double nécessité : celle d'une union plus serrée et d'une meilleure coordination des forces engagées dans la lutte; celle d'une affirmation nette et sans équivoque des bases sur lesquelles s'opère la mobilisation. C'est à ces 2 conditions que se renforcera la détermination et que s'élargira la base du mouvement social; c'est la réalisation de ces 2 conditions qui contribuera à rendre potentiellement victorieuses les prochaines luttes sociales qui ne manqueront pas d'être engagées contre la politique gouvernementale et patronale.

La faiblesse du mouvement social aura en effet été triple. **Programmatique:** refusant d'engager le combat sur des positions de classe - Travail contre Capital - les centrales syndicales - au premier rang desquelles la CGT - ne combattaient pas le principe d'une réforme de régression sociale mais les modalités de cette régression, d'où le refus de la revendication claire "37,5 pour tous"! **Pratique:** les modes d'action les plus combatifs (contre les bâtiments du Medef ou de la CFDT, barrages à l'entrée des villes, blocage des dépôts...) et les plus imaginatifs (occupation de locaux, dispositifs d'auto-gestion dans certains écoles et collèges...) n'ont pas su se généraliser. **Organisationnelle:** une organisation et une coordination du mouvement (AG, comités de grève, comité nationale) ne sont pas parvenues à s'imposer face aux syndicats pour lui donner une orientation autonome.

C'est pour répondre au moins en partie à cette double nécessité et remédier à cette triple faiblesse que de nombreux militants ou groupes de base ressentent l'urgence d'une convergence des forces anticapitalistes. L'affichage du caractère non négociable de l'anticapitalisme; le refus de ce monde qui marche sur la tête, destructeur et assassin; le rejet de sa morale dominante et de ses valeurs; l'affirmation que l'histoire continue et que le capitalisme n'est pas la forme achevée de tout rapport social; qu'un autre monde est possible, que c'est à nous de le penser et de le créer; voilà quelques unes des bases communes sur lesquelles pourraient être initiée une première convergence de ces forces. Cette convergence contribuerait à la définition des axes programmatiques d'un mouvement anticapitaliste; elle permettrait aussi de renforcer, notamment au moment des luttes, l'efficacité de l'action. Ce sont là, pour de nombreux militants et groupes de base, quelques unes des tâches majeures qui nous attendent dans les mois à venir.

Le thème de l'édito que vous avez sous les yeux est issu du week-end de réflexion des 5 et 6 juillet 2003 où ACC a convié des militants à plancher sur la situation sociale et politique (compte rendu dans le prochain n°).

Dédé, présent, a saisi des moments cruciaux du débat :

Les voies insondables de l'anticapitalisme au XXI^{ème} siècle

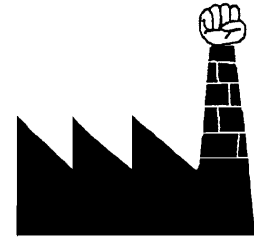
JE ME DÉFINIRAIS COMME UN FOSSILE COMPLÈTEMENT MARTEAU.



A CONTRE COURANT

syndical et politique

En mémoire de René SCHULBAUM (1914 - 1988)



Après le Larzac : perspectives et limites de l'altermondialisme

Le succès médiatique du Larzac 2003 lui aura conféré une dimension indéniablement politique. Avec la guérilla caniculaire des intermittents du spectacle, il aura entretenu les brasiers de la contestation (éducation, culture...) et aura contribué à en allumer de nouveaux (réforme de la Sécu., OGM, AGCS...). Les centaines de milliers de personnes rassemblées ont une nouvelle fois rappelé qu'une part importante du corps social reste déterminé à se mobiliser contre les orientations libérales du gouvernement de notre pays. Et ce, que quelle que soit son étiquette, puisqu'en juin 2000, c'étaient déjà plus de 50.000 personnes qui étaient venues exprimer à Millau leur solidarité avec l'action syndicale de José Bové. C'était au temps de la gauche plurielle, au temps où Guiguou, ministre de la justice, faisait interpellé et emprisonner ce même Bové. Qui peut s'étonner ensuite du démontage du stand du PS ? Au Larzac ou à Annemasse !

La force du mouvement altermondialiste réside dans son intelligence théorique et sa capacité pratique à avoir soulevé quelques unes des principales questions politiques que pose le stade actuel du capitalisme. D'en avoir saisi quelques uns des traits essentiels, de les dénoncer et de les combattre sans concessions. Derrière la mobilisation contre les officines internationales qu'elles soient bureaucratiques (FMI, OMC, G8...) ou qu'elles soient privées (multinationales), c'est la lutte contre l'oligarchie capitaliste mondialisée qui est engagée; à travers le slogan "*Le monde n'est pas une marchandise*", il contribue à une prise de conscience sociale majeure : le devenir-monde de la marchandise a pour conséquence le devenir-marchandise du monde; avec le mot d'ordre "Globalisons les luttes", il rappelle l'exigence de mener et d'organiser l'action sociale au niveau où se prennent et se coordonnent les politiques : au niveau mondial !

Le succès médiatique du Larzac aura en même temps mis en lumière les faiblesses, limites et impasses actuels de l'altermondialisme - sur ses inconséquences : antilibéralisme, citoyennisme, étroitesse de la base sociale, moralisme boy-scout de certaines de ses composantes... A plusieurs reprises, nous les avons évoquées (cf. notamment ACC n°19) et nous ne manquerons pas d'y revenir. En effet, à certains égards, dans sa lutte contre le capitalisme mondialisé de ce XXIème siècle, l'altermondialisme revêt les symptômes d'une maladie infantile. Or, au moment où se multiplient les fronts de luttes, c'est une tâche impérieuse pour le mouvement social de déterminer les positions et les objectifs pour lesquels il combat.

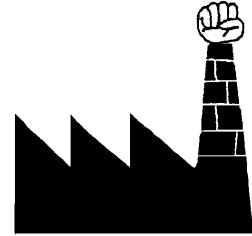
Savoir pourquoi et pour quoi on se bat constitue une condition indispensable à la concrétisation des espoirs soulevés par le Larzac 2003.



A CONTRE COURANT

syndical et politique

En mémoire de René SCHULBAUM (1914 - 1988)



Où est le mouvement social ?

La puissance des grèves et manifestations du printemps dernier, la guérilla des intermittents, le succès caniculaire du Larzac, les mobilisations annoncées contre l'AGCS et Cancun, la crise gouvernementale suite à la catastrophe climatique et sanitaire, toute cela laissait présager une rentrée annoncée par certains "brûlante". Chacun attendait donc, après un entracte estival agité, le 2^{ème} acte de la lutte sociale. Anne, ma sœur Anne, ne vois-tu rien venir ? En réponse à cette question que, deux mois après la rentrée, tous se posent, faut-il se contenter d'un laconique : *rien que le soleil qui poudroie et l'herbe qui verdoie ?*

L'absence d'une reprise de la lutte à la rentrée n'était pas la seule hypothèse; c'était tout de même la plus plausible. Qui a l'expérience des mouvements sociaux sait la difficulté de remobiliser sur des bases identiques les travailleurs et la vanité du slogan "on repart le mois prochain". On ne reprend pas un mouvement social qu'on a interrompu; on en commence un nouveau !

L'absence présente d'un conflit ouvert contre le gouvernement ne saurait laisser croire à l'évanouissement subtil des tensions sociales de notre pays. Infatigable, la droite poursuit la mise en œuvre de sa politique antisociale (CDD permanent, RMA...). De son côté le mouvement social reste aux aguets. D'autant que l'affaissement de la "popularité sondagière" d'un Raffarin, en même temps qu'elle révèle l'hostilité majoritaire aux orientations de sa politique, oblige le salariat à une vigilance redoublée.

En effet, les allures de "déjà-vu, déjà-connu" de la situation présente exigent qu'on débusque au plus vite les pièges dans lesquels tant de fois on s'est collectivement laissé surprendre. La gauche plurielle fut le dernier en date de ce collet électoral dans lequel s'est étranglée la dynamique née, en décembre 95, de la mobilisation du monde du travail. Et ils s'y voient déjà, les ex de la bande à Jospin, ramassant la mise parlementaire et gouvernementale de mai-juin 2003. Bas les pattes!!!

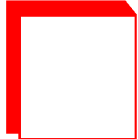
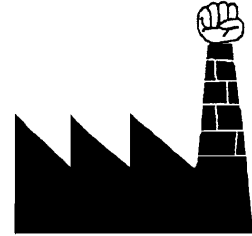
Un nouveau cycle de luttes s'est ouvert avec le mouvement contre le plan Fillon. Nous avons l'expérience de nos erreurs (elles ont été nombreuses) et de nos faiblesses (elles sont immenses, ne nous le cachons pas); mais nous avons aussi éprouvé nos forces; et surtout, nous avons pu sonder la profondeur de la colère du salariat contre la dégradation de ses conditions de travail. Aussi, c'est dans un nouvel état d'esprit que nous nous trouvons, celui de la nécessité d'entretenir une guérilla permanente. De notre capacité à résister, à chaque fois, aux régressions qui s'annoncent; à imposer, à chaque fois, ce que nous exigeons, dépendra l'issue de cette nouvelle époque de la lutte des classes. Car c'est sur nous, et sur nous seuls, que nous devons *d'abord* compter.



A CONTRE COURANT

syndical et politique

En mémoire de René SCHULBAUM (1914 - 1988)



Un autre socialisme est possible : Schröder !

Depuis sa déroute du 21 avril, la sociale-démocratie française s'échine à reconstruire, sur les ruines de ses défaites électorales, un programme qui lui permettrait de retrouver les places institutionnelles (gouvernementales, parlementaires, municipales...) qu'elle vient de se faire prendre par la droite. Dans cet effort - plus ridicule que dérisoire - on peut l'observer, gesticuler, courir à hue et à dia à la recherches d'alliances, d'expériences et de personnalités sensés camoufler sa vacuité et donner un semblant de reflet rose à ses Hollande, Strauss-Kahn et Fabius! Croit-elle vraiment faire oublier les ravages de sa politique anti-sociale en allant mendier tantôt une caution sociale auprès de Lula, tantôt une caution syndicale en invitant Thibault-le-fossoyeur à ses Congrès, tantôt une caution internationaliste en essayant de s'incruster dans les rassemblements anti-mondialisation.

Cet effort n'est pas propre aux seuls socialistes français, il concerne l'ensemble de la sociale-démocratie occidentale prise en étau entre l'accentuation présente de la domination du capital et, en retour, la radicalisation de sa contestation. L'exacerbation des contradictions (sociales, politiques, idéologiques, écologiques...) dans la phase présente du capitalisme ruine les bases et le sens même d'une position réformiste. Car aussi longtemps que ne s'organisera pas et ne s'affirmera pas un rapport de forces clairement inscrit dans un horizon de rupture avec le capitalisme, le "réformisme de gauche" ne peut qu'être une politique au service du Capital et du renforcement de sa domination.

Il n'est qu'à regarder outre-Rhin. Quand, par le miracle d'une catastrophe naturelle, l'abyssale grossièreté de son opposition, et le renfort du Grand Timonier de l'opportunisme écologiste européen (Joschka Fischer), la sociale-démocratie se maintient au gouvernement, c'est sous les traits d'un Schröder. Elle contribue ainsi à créer des conditions politiques, non pas de "moindre mal" - comme on qualifié parfois le PS en France -, mais pires encore que celles d'une opposition à un gouvernement ouvertement libéral. En effet, la politique du socialiste Schröder n'est pas seulement aussi anti-sociale que celle du libéral Raffarin (certaines des dispositions de l'Agenda 2010, ce plan septennal de démolition de la sécurité sociale allemande sont plus néfastes encore que celles des réformes Raffarin), mais en outre elle paralyse la contestation et conduit à retarder et minorer l'émergence d'un mouvement social en Allemagne.

Ce n'est donc pas une politique à la Blair qui sommeille dans les cartons de l'ex-gauche plurielle, mais plutôt un "schröderisme" à la française. Or, face à la droite de combat, seule une gauche de combat, animée d'un esprit et d'une culture de rupture avec le capitalisme, peut défendre les intérêts du monde du travail - toute autre posture la condamnant aux compromissions, démissions et capitulation.

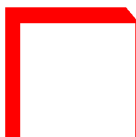
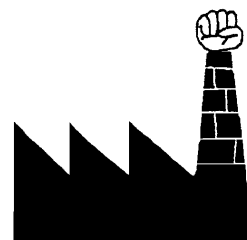
Les salariés allemands déçus par le "socialisme"



A CONTRE COURANT

syndical et politique

En mémoire de René SCHULBAUM (1914 - 1988)



Le loup et ses rabatteurs

Curieux pays que la France ! Il y a à peine dix-huit mois de cela, aux lendemains du premier tour d'une élection présidentielle où il avait créé (une fois de plus) la surprise en devançant le candidat soi-disant socialiste, Le Pen se voyait conspué deux semaines durant par des manifestations de rue, rassemblant des centaines de milliers de personnes ; avant d'être rejeté, au second tour, par une écrasante majorité de citoyens. Depuis lors, on l'a oublié, comme s'il n'existait plus.

Il faut dire qu'il a lui-même tout fait pour se faire oublier. C'est que le cours des événements politico-médiatiques, nationaux ou internationaux, ne lui a pas été particulièrement favorable. Difficile de faire entendre sa différence dans une opinion publique largement anti-guerre et anti-Bush, lui qui a toujours curieusement manifesté une sympathie active pour le régime de Saddam Hussein. Encore plus difficile de jouer les grands écarts entre son appui à la politique gouvernementale de remise en cause des acquis sociaux et toute la partie, majoritaire, de sa propre base électorale que cette remise en cause menace et inquiète directement. Tout juste est-il parvenu à amuser un peu la galerie en organisant au bénéfice de sa fille Marine une succession qu'il a refusée en son temps à son lieutenant Megret et qu'il refuse à nouveau au successeur de ce dernier (Gollnisch).

Pourtant, ne nous y trompons pas. Le temps joue bel et bien pour lui. Et tel le loup, tapi dans le bois, il lui suffit d'attendre son heure. Qui risque bien de sonner à nouveau au printemps prochain, lors des prochaines élections régionales et européennes. Car tout le monde, ou presque, est en train de rouler pour lui.

Raffarin en poursuivant sa politique néo-libérale synonyme d'aggravation du chômage, de la précarité, d'appauvrissement et de démantèlement des équipements collectifs et des services publics, de creusement généralisé des inégalités, autant d'éléments de cette insécurité sociale grandissante qui nourrit le sentiment d'insécurité sur lequel le Front national surfe depuis deux décennies.

Sarkozy en instrumentalisant ce même sentiment, en lui donnant l'occasion de s'attacher à des boucs émissaires (les «immigrés clandestins», les «jeunes de banlieues», la «grande criminalité», etc.) qui présentent tous en définitive le même visage : celui de l'étranger ethnique (pour ne pas dire racial) sur lequel le Front national focalise l'impuissance et la rage haineuse de tous ceux qui sont devenus ou craignent de devenir les laissés pour compte du néo-libéralisme. Et qui, faute d'être capables de s'opposer réellement à ce dernier, trouvent une compensation imaginaire à écraser encore plus faibles qu'eux.

Mais aussi toute la gauche laïcarde bien pensante qui, tous ces derniers mois, en rajoute une couche, en activant un débat aussi futile que pernicieux sur les soi-disant dangers que la présence de quelques dizaines d'élèves «voilées» feraient courir à la République et à son école.

Sans compter – n'oublions pas de balayer devant notre propre porte – ceux qui ne hurlent pas avec les loups précédents et en dénoncent la meute ; mais qui s'avèrent encore incapables de construire une alternative politique crédible au tandem de la vraie droite et de la fausse gauche et au néo-libéralisme qui est leur commun dénominateur. Ou qui, parce qu'ils limitent leurs ambitions à un anti-libéralisme bon teint, ne font qu'entretenir l'apathie politique des couches populaires, en rejetant une partie d'entre elles dans les bras de l'extrême droite.

